



Les moyens attribués par le ministère pour la prochaine rentrée sont maintenant connus, pour notre académie, dans chacun des 5 départements et dans tous les collèges et lycées. C'est cette dotation qui conditionne les conditions concrètes et le nombre de postes pour la prochaine rentrée.

Elle doit permettre avant tout de :

- faire face à la croissance démographique
- prendre en compte les mesures spécifiques annoncées par le ministère (accueil des moins de 3 ans, plus de maîtres que de classes, nouvelles décharges pour les directions d'école, éducation prioritaire, soutien aux élèves en difficulté...)
- améliorer les conditions d'enseignement et d'accueil de tous les élèves ainsi que l'offre de formation
- elle doit aussi permettre de rattraper les retards de scolarisation qui perdurent depuis près de 20 ans dans notre académie.

La dotation annoncée pour la prochaine rentrée ne permettra de répondre à aucune de ces exigences, pas même à la première.

Si cette dotation restait en l'état, les établissements du 1^{er} et du 2nd degré de notre académie, subiraient l'an prochain de nouvelles dégradations des conditions d'enseignement (augmentation du nombre d'élèves par classe, disparition de projets pédagogiques, suppressions d'options, non respect des horaires règlementaires...).

Le Service Public d'Éducation a subi, de 2007 à 2012, des suppressions de postes par dizaines de milliers, qui ont eu des conséquences dévastatrices pour la qualité de notre enseignement et pour les jeunes de notre pays.

Une dotation qui ne prend pas en compte l'ampleur de l'évolution de la démographie scolaire est inacceptable pour les personnels, car elle trahit leurs attentes et le postulat de priorité donné à l'Éducation Nationale par le Ministre. Nous ne saurions accepter que les établissements du 1^{er} comme du 2nd degré subissent de nouvelles dégradations à la rentrée 2014.

Il faut passer maintenant de la parole aux actes. La priorité à l'Éducation doit se traduire dans les faits, et en particulier dans les moyens attribués pour la prochaine rentrée.

Les sections académiques de la FSU, de l'UNSA, de la FAEN et du SGEN-CFDT demandent instamment une dotation complémentaire significative pour l'ensemble des établissements de notre académie. Si le ministère n'en prend pas la décision, la question d'un collectif budgétaire pour la prochaine rentrée sera posée.

Elles appellent l'ensemble des collègues du 1^{er} degré et du 2nd degré de notre académie à se mobiliser dans tous les établissements pour une réelle amélioration des conditions d'enseignement, afin de peser pour que le gouvernement prenne cette décision indispensable au bon fonctionnement du Service Public.

Elles les appellent à :

- Voter en CA contre la dotation partout où les conditions d'enseignement risquent de se dégrader.
- Informer les parents d'élèves et voter en CA des motions communes avec leurs représentants.
- Dans le premier degré, faire remonter dès à présent l'état des besoins aux organisations syndicales.
- S'adresser aux élus et parlementaires afin de leur faire connaître la situation réelle et les besoins de leur établissement.
- Entreprendre dans chaque établissement des initiatives publiques.
- Demander une entrevue au DASEN de leur département et/ou au rectorat.
- Préparer dans chaque établissement la mobilisation de l'ensemble de la profession sur ces objectifs.